

Micro tendu du Président de la République à son arrivée à l'aéroport de Charm-el-Cheikh en Égypte.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup d'être là, à nos côtés, pour cette journée qui est une journée importante. Et je veux d'abord ici avoir un mot pour partager la joie et l'émotion de tant de familles qui vont retrouver leurs enfants. Ce jour est avant tout celui de la libération des otages. On a déjà 7 otages qui sont revenus, qui ont été récupérés par les humanitaires, et on aura donc la libération des 20 otages vivants et j'espère la restitution des 28 corps d'otages décédés, qui sont tant attendus.

C'est aussi la consécration du cessez-le-feu qui permet en effet le retour de la paix, l'arrêt des combats dans Gaza, et qui va permettre le retour des opérations humanitaires. Et je veux partager cette joie, cette émotion, aujourd'hui, avec à la fois le peuple israélien et le peuple palestinien, et remercier les négociateurs qui ont permis cela, l'Égypte, qui nous accueille aujourd'hui pour ce sommet, les États-Unis d'Amérique, le Qatar et la Turquie, et qui ont permis de finaliser ces échanges entre le gouvernement israélien et le Hamas.

Aujourd'hui, nous allons également nous réunir, en tant que communauté internationale, en tout cas plusieurs représentants de cette communauté internationale, pour préparer les prochaines étapes. La priorité, c'est évidemment la reprise des opérations humanitaires à Gaza, dès les prochaines heures. Nous étions, il y a quelques mois, ici même, avec le président Sissi, quelques centaines de kilomètres d'ici, certaines d'entre vous étaient à nos côtés à El-Arich. Et donc évidemment, nous allons, nous, veiller à ce que les opérations humanitaires puissent reprendre dans les meilleurs délais pour venir en soutien des populations. La France va, comme elle le fait depuis le début, être un des acteurs avec nos ONG, avec le centre de crise du Quai d'Orsay, être aux côtés des populations civiles. Et dans les prochaines semaines, nous coorganiserons avec l'Égypte une conférence humanitaire pour Gaza, pour permettre justement la reprise durable de ces opérations humanitaires et la reconstruction.

Ensuite, la deuxième chose, c'est la sécurité dans la durée. Et vous savez que c'était un des points clés, là aussi, du plan de paix franco-saoudien que nous avons endossé il y a quelques semaines, qui a fait l'objet de la Déclaration de New York, puis de la conférence que nous avons organisée avec l'Arabie saoudite, qui a été soutenue par 142 États de communautés internationales, c'est de nous assurer qu'il y a un cadre qui permet la restauration de la sécurité. Et donc on va œuvrer avec les États-Unis d'Amérique, avec les pays de la région, pays européens donc et arabes, à ce qu'il y ait ce cadre qui permet une force internationale de stabilisation et qui permet de donner un cadre en soutien, donc, justement, du cadre administratif qui sera donné pour Gaza ; d'abord d'accélérer les opérations de formation des forces de sécurité, mais de déployer aussi des forces internationales et donner un cadre à la démobilisation et démillitarisation du Hamas.

Enfin, c'est évidemment tous les travaux sur la gouvernance qui vont être travaillés. On l'a fait il y a quelques jours au Quai d'Orsay, en réunissant les ministres de ce qu'on appelle le Quintet arabe et les principaux ministres européens et alliés. C'est de nous assurer qu'on a un cadre de gouvernance qui permet aux Palestiniens d'avoir leur part dans la gouvernance de Gaza, mais qui aussi assure la perspective politique pour le jour d'après, qui est un point clé, qui était au cœur de l'initiative et du plan de paix franco-saoudien. C'est de faire le lien entre Gaza et la Cisjordanie, qu'il ne faut pas oublier en cette journée, et nous assurer qu'il y a un chemin pour permettre, justement, les deux États, qui est la seule perspective politique qui permet véritablement une paix durable.

Donc voilà ce que nous allons travailler. J'aurai en particulier l'occasion d'échanger avec, en bilatéral, le président Sissi, l'Émir du Qatar, mais également avec le président Abbas, qui est là aujourd'hui invité et que je retrouverai dans quelques instants après vous avoir vus.

Journaliste

Qu'en est-il de l'invitation quand même un peu de dernière minute à Mahmoud Abbas par Donald Trump ? Et deuxièmement, est-ce que dans le cadre de cette force internationale de stabilisation, la France serait prête à envoyer des troupes ?

Emmanuel MACRON

D'abord, je pense que c'est un très bon signal qui est envoyé en invitant le président Abbas. C'est la reconnaissance du rôle de l'Autorité palestinienne comme instance légitime. C'est, pour moi, le signe clair, d'abord, d'une volonté d'impliquer l'Autorité palestinienne dans la gouvernance de Gaza le jour d'après. Et c'est la reconnaissance du fait que la paix durable n'est possible que si on donne aux Palestiniennes et aux Palestiniens leur place. Ensuite, nous savons tous que cela suppose une réforme en profondeur de l'Autorité palestinienne. Ça fait partie d'ailleurs des exigences du plan franco-saoudien, mais aussi des engagements pris par le président Abbas dès le mois de juin dernier et qui ont commencé avec un vice-président, la réforme des programmes scolaires et toutes les réformes qui ont déjà été engagées. Je le vois comme un signe très positif, mais maintenant, ça va être notre constance dans la durée, notre exigence et notre capacité à engager toutes les parties prenantes. Donc voilà, si je puis dire, cette phase du travail commence et elle est très importante.

Ensuite, nous allons œuvrer diplomatiquement à New York pour bâtir le cadre international de cette force. La France est prête et a commencé les travaux de planification et nous sommes prêts à le faire. Et je pense que notre rôle est beaucoup plus légitime dans la planification, la consolidation diplomatique, la formation. Sur le déploiement des forces, je crois que le consensus se joue pour qu'il y ait surtout des forces régionales et peut-être des contributions de certains pays comme l'Indonésie ou d'autres qui ont rappelé leur volonté d'abord d'avoir un cadre international.

Journaliste

Est-ce que les États-Unis sont prêts à une résolution de l'ONU sur cette force internationale ?

Emmanuel MACRON

En tout cas, nos équipes à New York travaillent ensemble. Nos ministres ont échangé et nos équipes de représentants permanents échangent à New York sur ce sujet. Donc, nous travaillons sur ce sujet en lien avec les États-Unis d'Amérique.

Journaliste

C'est l'Autorité palestinienne qui doit désarmer le Hamas ou la force internationale ?

Emmanuel MACRON

Il y a aujourd'hui une gouvernance *ad hoc* qui est en train d'être construite à Gaza. C'est d'ailleurs le cœur d'un travail qui a été mené par beaucoup de pays de la région auxquels nous avons été associés depuis deux ans. L'Autorité palestinienne doit y avoir une place importante. Un processus d'ailleurs d'autorisation, de transparence avec Israël a été assuré et le Hamas ne peut y avoir aucune place. C'est aux côtés de cette autorité *ad hoc* dans lequel, encore une fois, il y a l'Autorité palestinienne assurant la perspective des deux États, c'est aux côtés de celle-ci qu'il y a les forces de police et les forces de sécurité intérieure que, d'ores et déjà, nous formons, qui sont l'autorité légitime et en soutien une force internationale qui doit être déployée. Ce sont ces forces de sécurité qui sont le cadre sécuritaire au sein duquel sera organisée la démobilisation et la démilitarisation du Hamas avec la surveillance étroite de tous les pays de la région et de la Communauté internationale.

Journaliste

Pensez-vous que la France, dans ce plan de paix américain, égyptien et turc, a pu avoir influencé le président Trump ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, je pense que ce que l'Arabie saoudite et la France ont bâti depuis plusieurs mois dans le cadre du mandat qui nous a été donné par l'Assemblée générale des Nations Unies et qui a abouti au mois de juillet à la déclaration de New York, puis à la conférence sur les deux États que nous avons tenue en septembre, a créé une mobilisation internationale. Et le plan franco-saoudien est un plan qui a été endossé par 142 États, une fois encore. Il a donc créé une dynamique qui a permis de voir qu'il y avait un soutien international fort et qui a remis la question humanitaire, sécuritaire, mais aussi politique au cœur de ce sujet, et qui, je pense, a permis de voir qu'il y avait une majorité des États du monde qui considéraient que la sécurité et la stabilité de tous dans la région n'étaient pas possibles sans perspective politique. Ça a été la contribution que nous avons apportée dans le rôle qui est le nôtre, en lien avec les États de la région.

Moi, ce qui m'importe, c'est surtout que nous n'ayons jamais perdu le fil avec tous les États de la région et qu'il y ait, avec tous les États arabes et les États européens, cette capacité à avancer ensemble. Je crois qu'elle a été considérée, vue et qu'elle a nourri le plan américain. Et c'est une très bonne chose, voilà. Et donc ça s'est fait, je l'espère, en influence mutuelle, ce qui m'importe, c'est le résultat. Le résultat d'aujourd'hui est bon. Le résultat d'aujourd'hui est très important et il est émouvant pour nous tous, le cessez-le-feu et la libération des otages. Mais il faut avoir l'humilité de voir que, tous ensemble, on a encore beaucoup de chemin et on va s'y atteler.

Journaliste

Monsieur le Président, parmi les inquiétudes des Israéliens, celle de voir des combattants du Hamas infiltrer les forces qui seront mobilisées et qui seront formées côté palestinien, quelle garantie pouvez-vous leur donner aujourd'hui ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, ces inquiétudes sont toujours très légitimes après ce qu'a vécu Israël le 7 octobre 2023. Et donc c'est aussi pour ça qu'il y a un travail très étroit qui est fait avec Israël, à la fois sur les sujets de gouvernance, mais aussi sur les forces. Aujourd'hui, je rappelle qu'il y a d'ores et déjà des formations qui sont faites, des forces de sécurité, qu'à chaque fois, elles sont faites en transparence, avec une association des forces israéliennes, que ce soit d'ailleurs en Cisjordanie comme à Gaza. Et donc, c'est ce processus qui va continuer pour donner la pleine visibilité aux Israéliens sur leur sécurité et éviter de tels mécanismes. Et ça, c'est aujourd'hui ce qui est fait par tous les formateurs dans les plans qui existent déjà et que nous allons monter en puissance. Et c'est ce que les Américains, les Européens, mais aussi tous les pays de la région apportent comme garantie. Et donc c'est ce travail étroit que nous allons poursuivre.

Journaliste

Est-ce que la France a joué un rôle, aura un siège dans la négociation de la phase 2 ? Est-ce que vous avez prévu, est-ce que ce sera possible d'aller en Israël maintenant que cette étape est passée ?

Emmanuel MACRON

D'abord, il est prévu que la France ait en effet un rôle dans cette phase, que nous soyons associés à cette gouvernance qui nous importe surtout, comme je l'ai dit, c'est pour la gouvernance de Gaza que les Palestiniens soient associés. Nous aurons un regard sur les sujets que j'évoquais, à la fois l'humanitaire, à travers la conférence que nous allons tenir avec l'Égypte, et évidemment l'implication qui est la nôtre, comme depuis le premier jour, Et je veux remercier ici l'ensemble de nos équipes du Quai d'Orsay, le soutien militaire depuis le premier jour avec le déploiement des bateaux et des équipes médicales, mais aussi toutes nos ONG. Et la société civile a un rôle très important. Elle est ici représentée, elle continuera de l'avoir. Et donc, on sera évidemment impliqués sur toutes les questions humanitaires, la reconstruction de nos hôpitaux, l'accompagnement, et peut-être tout particulièrement la question des enfants. On a beaucoup d'enfants blessés, orphelins, très malades, sur lesquels on va particulièrement veiller. La deuxième chose, c'est que nous allons évidemment prendre notre rôle dans les questions sécuritaires. Nous sommes déjà des acteurs avec tous les Européens dans le cadre de la formation. On va monter en charge sur ce volet-là et nous avons déjà des équipes déployées de planification aux côtés des Américains et on va monter en charge sur ce volet. Et puis, sur les questions de gouvernance, nous allons avoir un rôle tout particulier pour être aux côtés de l'autorité palestinienne et veiller à ce qu'elle ait sa part, mais aussi qu'elle fasse ses réformes pour le jour d'après. Et à cet égard, le plan de paix que nous avons mis en place, les échanges qu'on a eus avec le président Abbas, à la fois le prince héritier et Premier ministre Ben Salmane et moi-même, sont des éléments importants que nous allons suivre.

Journaliste

Avec Israël ?

Emmanuel Macron

Oui, bien sûr. De toute façon, ça a toujours été quelque chose de possible et les échanges ont été constants et donc on verra ça pour les semaines et les mois qui viennent.

Journaliste

Juste avant d'aborder la situation nationale est-ce que vous partagez les doutes exprimés ce matin par Donald Trump à l'égard de Tony Blair sur le plan de reconstruction, etc. ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, moi, j'ai toujours considéré qu'il fallait aujourd'hui, dans la phase qui s'ouvre, que ce soit des solutions qui mettent les Palestiniens au cœur de la gouvernance de Gaza. Je pense qu'il faut un appui de la communauté internationale arabe et européenne avec le soutien américain, mais que le cœur était que les acteurs palestiniens jouent leur rôle, et c'est comme ça que les choses pourront avancer. Voilà. Et donc je pense qu'on doit tous être en soutien, on doit tous accompagner, que s'il y a des idées qui sont apportées par les uns et les autres, elles sont positives, mais qu'elles ne peuvent pas être en substitution.

Journaliste

Sur la situation nationale beaucoup parient déjà que le Gouvernement que vous avez nommé hier soir ne tiendra pas plus que quelques jours. Plusieurs motions de censure ont déjà été déposées ce matin. Pour être très concret, est-ce que, contrairement à ce qu'affirme le premier secrétaire du Parti socialiste, vous avez un deal avec le PS pour faire tenir ce Gouvernement jusqu'au budget ?

Emmanuel MACRON

Non, ce n'est pas mon rôle de faire cela. Et je vais vous dire, on est ici aujourd'hui en Égypte, dans un moment tragique et très important où la France a joué son rôle, où elle continue de le jouer, où je la représente. C'est le mandat que les Françaises et les Français m'ont confié à deux reprises et qui est mon honneur et mon devoir. Dans ce moment-là, la France est regardée et le message qu'elle doit apporter, c'est un message de stabilité et de force. Et dans le même temps, on a tous nos compatriotes qui pensent à leur quotidien, à l'éducation de leurs enfants, à leur santé, à la sécurité, à leur pouvoir d'achat, le fait que leur travail paye et c'est ça, le devoir du Gouvernement et le devoir de l'Assemblée qui a été élue il y a à peine plus d'un an, largement par toutes les Françaises et les Français.

Donc le devoir de tous, c'est d'œuvrer à la stabilité. Ce n'est pas de faire des paris sur l'instabilité. Moi, je suis là dans mon rôle de garant de nos institutions, celui que j'ai exercé la semaine dernière. Comme toutes les Françaises et tous les Français, j'ai vu beaucoup de propos qui n'ont pas été à la hauteur des événements. Et je demande à tout le monde de se ressaisir, de travailler avec exigence, respect, et en n'oubliant jamais, qu'on soit au Gouvernement ou qu'on soit au Parlement, que le mandat qui est donné par les Français pour les uns ou le mandat qui est donné par le Président au nom des Français pour les autres, avec la confiance qui doit être obtenue auprès de la Chambre, que ce mandat, c'est de servir, de servir et de servir, et d'apporter des réponses aux questions des Français du quotidien et de tous œuvrer pour l'indépendance de la France. C'est la seule chose qui vaille. Le reste, c'est l'affaire du Gouvernement que j'ai nommé hier sur proposition du Premier ministre Sébastien Lecornu. Ils sont à la tâche aujourd'hui.

Je présiderai demain matin un Conseil des ministres et je souhaite que le pays puisse avancer dans l'apaisement, la stabilité, l'exigence et le service des Français, avec beaucoup de respect entre les forces politiques.

Journaliste

Est-ce que c'est votre dernière carte avant la dissolution ?

Emmanuel MACRON

Je ne fais encore une fois aucun pari. Et je trouve que beaucoup de tous ceux qui ont nourri la division, les spéculations, n'ont pas été au niveau du moment que vit la France et de ce qu'attendent les Français. Les Français, ils veulent du calme, ils veulent de la dignité et ils veulent qu'on travaille à leur service. C'est la seule chose qui m'attende. Merci beaucoup.

Journaliste

Est-ce que c'est une manière de répondre...

Emmanuel MACRON

Je crois que, là, aujourd'hui, les forces politiques qui ont décidé la censure de François Bayrou et les forces politiques qui ont joué la déstabilisation de Sébastien Lecornu sont les seuls responsables de ce désordre. Moi, j'assure la continuité, la stabilité. Je continuerai de le faire. Voilà. Tout le monde doit continuer de le faire. Merci beaucoup.